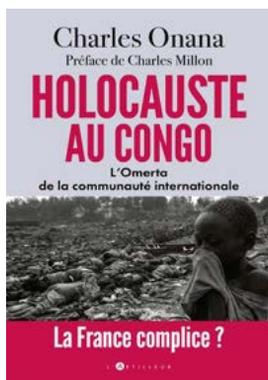


L'entretien de *Géostratégiques*

CHARLES ONANA

HOLOCAUSTE AU CONGO

Docteur en Sciences politiques, spécialiste de l'Afrique des Grands Lacs et des conflits armés, Charles Onana vient de publier un ouvrage essentiel à la compréhension de la question de la guerre en République démocratique du Congo, prolongement de celles des Grands Lacs et leur instrumentalisation par des puissances extra-africaines. Il est également l'auteur de *Ces tueurs tutsi au cœur de la tragédie congolaise*, Paris, Duboiris, 2009, *Rwanda, la vérité sur l'opération Turquoise : Quand les archives parlent*, Paris, L'Artilleur, 2019, *Enquêtes sur un attentat, Rwanda, 6 avril 1994*, Paris, L'Artilleur, 2021, *L'Afrique face au terrorisme de Boko Haram. Cameroun, Nigeria, Niger, Tchad*, Paris, Duboiris, 2022, *Le plus grand massacre depuis 1945. RD Congo, les rapports accablants de l'ONU et de l'UE*, Paris, Le Toucan, 2023.



Holocauste au Congo.

L'omerta de la communauté internationale

Paris, L'Artilleur, 2023, 487 p.

Géostratégiques : Tentative de coup d'État en interne, soutiens extérieurs aux groupes armés et ingérences permanentes d'États voisins : existe-t-il aujourd'hui une accélération des actions de déstabilisation de la RdC ?

Charles Onana : Oui, depuis le début de la guerre en Ukraine, les initiatives visant à déstabiliser ou à démembrer complètement la RDC sont en œuvre. Manifestement, ces initiatives bénéficient de complicités internes à différents niveaux du pouvoir, notamment ceux des services de sécurité, de la haute administration et de certains cercles politiques du pays gangrenés par la corruption. C'est une situation très périlleuse mais les Congolais donnent l'impression d'être paralysés face au danger et à la menace qui progressent chaque jour davantage. Je crois que le plan de « soudanisation » de la RDC est désormais en marche. Le démembrement de la RDC n'est plus qu'une question de temps. Sans action vigoureuse, les Congolais risquent de perdre définitivement leur pays. Je le répète, ils doivent réagir vigoureusement car leur pays est en voie d'implosion ou de partition *via* la guerre que leur impose le Rwanda du régime de Paul Kagame.

Ce n'est pas une vue de l'esprit ! Le professeur Bernard Debré, ancien ministre français de la Coopération, me l'avait dit en 1999 dans son bureau à l'hôpital Cochin à Paris. Je ne le croyais pas à l'époque. Le schéma qu'il décrivait me semblait complètement irréaliste. 24 ans après, je suis obligé de constater qu'il avait vu juste. Il m'avait expliqué que Kagame et son allié ougandais Museveni voulaient s'emparer de la RDC. Peut-on toujours être sceptique quand on apprend aujourd'hui dans un nouveau rapport des experts de l'ONU que 3000 à 4000 militaires rwandais combattent en RDC aux côtés du M23 ?

On a dit aux Congolais de discuter et de négocier. Ils l'ont fait mais la réalité du terrain prouve qu'ils ne sont toujours pas gagnants et qu'ils ne gagneront rien au final. Qu'y a-t-il à espérer en négociant avec un adversaire, qui vous fait la guerre sans relâche et qui s'empare chaque jour de vos villes en massacrant massivement vos populations et en pillant vos richesses sans vergogne ?

***Géostratégiques** : Pour nos lecteurs, pourriez-vous opérer une vue d'ensemble en revenant sur les événements des trente dernières années pour bien appréhender sur les enjeux des puissances vis-à-vis de la Rdc ?*

Charles Onana : Tout commence avec l'arrivée de Bill Clinton à la Maison Blanche et avec la chute du Mur de Berlin. La fin du régime communiste en URSS a donné au nouveau président américain l'ambition de remodeler le monde à l'image des États-Unis ou, du moins, selon la vision de Washington. Clinton a alors décidé de promouvoir, dans le sillage de la conférence France-Afrique de la Baule en 1990, l'idée d'un soutien à la prise de pouvoir des « Young leaders », c'est-à-dire d'une nouvelle génération de chefs d'État en Afrique. Cela s'est traduit précisément par un soutien des mouvements de rébellion ou des groupes armés désirant prendre le pouvoir par la force. Washington appellera cela « soutenir la démocratie ». La France, elle, avait une autre approche. Paris considérait que les autocrates qui détenaient déjà le pouvoir depuis dix, vingt ou trente ans, sans partage, devraient s'ouvrir à la compétition politique avec leurs oppositions internes. Il s'agissait ainsi de préparer lentement une alternance politique par la voie d'élections libres et pluralistes.

C'est donc dans ce contexte que l'administration Clinton va appuyer et soutenir militairement l'arrivée au pouvoir de la rébellion armée dirigée par Paul Kagame au Rwanda en 1994 et celle de Laurent-Désiré Kabila, soutenue par le même Paul Kagame, en République Démocratique du Congo en 1997. S'agissant précisément de la RDC, on peut dire que la France a cédé sans réserve à l'approche de Washington au lieu de défendre sa propre vision. L'ancien ministre français de la Défense Charles Millon m'a confirmé qu'en 1997, lorsque les Américains ont

appris que la France s'apprêtait à empêcher le coup de force de Laurent-Désiré Kabila contre le président en exercice du Congo-Zaïre, c'est Bill Clinton lui-même qui a téléphoné au président Jacques Chirac pour lui dire qu'il désapprouvait cette initiative et qu'il fallait y mettre un terme immédiatement. Le président Chirac a cédé et le chef de l'État congolais Mobutu Sese Seko a été renversé par Laurent-Désiré Kabila, avec l'appui du régime de Kagame et de la Maison Blanche.

La différence entre la vision française et américaine dans cette région des Grands lacs africains trouve ici son origine. Contrairement donc à ce que l'on lit généralement dans les médias français sur le prétendu rôle de la France dans le génocide du Rwanda, on oublie souvent ou l'on a peut-être peur de noter que ce sont les États-Unis sous Clinton qui ont préparé la prise du pouvoir par les armes et la violence au Rwanda et en République Démocratique du Congo. Je produis d'ailleurs dans mon livre des documents du Pentagone et de la Maison Blanche à ce sujet.

Géostratégiques : *Quels sont les éléments factuels qui accréditent la forte présence américaine (intérêts de Bill Clinton, forces spéciales, formation du FPR, pénétration des opérations humanitaires de l'ONU à destination des Hutus réfugiés en RDC, etc.) ?*

Charles Onana : Il faut savoir que même après la déclassification des archives américaines, au demeurant très prolixes sur le rôle des États-Unis et principalement de l'administration Clinton dans cette région, très peu de chercheurs se sont aventurés sur ce terrain. C'est une chercheuse américaine qui va publier pour la première fois en 2017, soit 23 ans après la tragédie rwandaise, un article dans le quotidien britannique *The Guardian* sur « l'action secrète des États-Unis dans le génocide du Rwanda ». Cet article ne sera ni signalé ni repris dans les médias français. Les faits sont pourtant accablants et surtout irréfutables.

Pour être plus précis, tout d'abord l'action de préparation des forces spéciales américaines et des agents de la CIA se fait très discrètement en Ouganda. Le président de ce pays dénommé Yoweri Museveni est le principal allié de Washington dans la région. C'est donc naturellement à partir de l'Ouganda que Paul Kagame lance son action militaire contre le Rwanda en octobre 1990. C'est aussi l'Ouganda qui permet à Kagame d'avoir, en qualité d'officier de renseignement, une bourse américaine pour aller se perfectionner dans la lutte armée à Fort Leavenworth dans le Kansas.

Ainsi, au moment où le Conseil de Sécurité de l'ONU décide en juin 1994 de lancer l'Opération « Turquoise », le président Clinton choisit le mois de juillet de la même année pour conduire, de façon unilatérale, une « action humanitaire » en dehors de tout contrôle de l'ONU. Cette mission, qui a pour nom de code « Opération Support Hope », se déploie dans un premier temps en Ouganda. C'est

dans ce cadre que le président Clinton décide de mobiliser les services de renseignement militaires, les forces spéciales, les logisticiens et son secrétaire d'État à la Défense, Antony Lake, pour préparer, pendant deux ans, le renversement du régime du président Mobutu au Congo-Zaïre.

Les troupes américaines quitteront l'Ouganda en 1995 pour se redéployer cette fois à Kigali et lancer l'attaque contre le Congo-Zaïre à partir du Rwanda. Pour bien dissimuler leur jeu inavouable, une campagne médiatique de grande envergure est lancée au prétexte d'apporter un soutien au régime de Kagame qui aurait mis fin au génocide du Rwanda. Le mensonge est de taille mais il est validé. C'est ainsi que plusieurs éléments de la nouvelle armée rwandaise se rendent aux États-Unis pour se former à guerre contre-insurrectionnelle puis que des instructeurs américains rejoignent Kigali pour les mêmes objectifs. En réalité, cette formation n'a d'autres buts que de préparer les troupes de Paul Kagame à envahir la RDC et s'accaparer les ressources minières de l'Est du pays. Ce n'est qu'en 2001, lorsque le premier rapport d'experts de l'ONU est publié sur le pillage des ressources naturelles de la RDC par les troupes de Kagame que l'on commence à comprendre ce qu'il se passe réellement depuis 1994.

***Géostratégiques :** Certains observateurs établissent un lien entre les rebelles du M23 et Kigali du régime de Kagame et entre ces derniers et les États-Unis, qu'en pensez-vous ?*

Charles Onana : Paul Kagame a lui-même fait plusieurs déclarations publiques pour soutenir ou justifier les actes de guerre posés par le M23 en RDC. Il a même affirmé que les éléments de ce mouvement étaient, comme lui, exilés ou réfugiés en Ouganda. À aucun moment, il n'a explicitement dénoncé l'attitude belliqueuse de ces rebelles au Congo. Il n'a jamais pris non plus de distance avec ce mouvement ni avec ses actions criminelles. Par ailleurs, le président de la Commission des Affaires étrangères du Sénat des États-Unis, Robert Menendez, dans une lettre du 20 juillet 2022 au secrétaire d'État américain Antony Blinken mentionne très explicitement que le Rwanda soutient le M23 dans son action militaire en RDC. Je peux dire, pour ma part, qu'il n'y a pas de M23 à proprement parler. Il n'y a que des troupes et des milices venues du Rwanda que l'on identifie sous différentes appellations et dont l'objectif principal est de s'emparer des territoires miniers en RDC en chassant au passage toutes les populations qui s'y trouvent. Ces troupes et milices rêvent également de prendre le pouvoir à Kinshasa comme elles l'ont déjà fait en 1997. Le problème est que ceux qui ont soutenu Paul Kagame dans sa prise de pouvoir au Rwanda en 1994 sont encore dans l'administration Biden à Washington.

Géostratégiques : *En quoi les richesses du sud et du nord Kivu et plus généralement de l'Est de la RdC représentent-elles un enjeu stratégique ?*

Charles Onana : Ce sont essentiellement le coltan et le cobalt qui sont des minerais stratégiques utilisés aujourd'hui dans les technologies de pointe et l'aéronautique militaire. Ces minerais sont très convoités par les grandes puissances. Depuis 2010, la RDC est considérée par de nombreux experts comme le premier producteur mondial de cobalt avec environ 120 000 tonnes par an. Ce minerai plébiscité par l'Union Européenne est également utilisé dans la fabrication des batteries de voitures électriques. La demande de cobalt, sous la pression des écologistes et de certains industriels, ne cesse de croître et la RDC, à elle seule, fournit 70 % de la production mondiale. Cette demande va continuer à augmenter et la RDC ne pourra que saigner davantage. Il faut aussi préciser ici que la Chine contrôle le raffinage à près de 50 % de ce minerai.

Quant au coltan (ou colombo-tantalite), il est utilisé et très prisé dans les secteurs stratégiques comme les télécommunications, le nucléaire, l'aéronautique militaire, l'aérospatial ou simplement l'électronique. Les téléphones portables, les consoles de jeux vidéo et les ordinateurs contiennent du coltan. C'est une ressource précieuse pour les multinationales qui fabriquent et commercialisent ces produits. C'est un marché qui se chiffre en milliards de dollars et la RDC fait partie des plus grosses réserves mondiales de coltan. Ce minerai a été identifié dès 1941 par le gouvernement des États-Unis et principalement par le Pentagone pour son usage dans le domaine militaire. Très rapidement, il a été placé sous le contrôle du War Production Board, organisme créé par le président Roosevelt pour réglementer et répartir certains minerais et combustibles pendant la Seconde Guerre Mondiale. En 1943, le Pentagone déclare le coltan « minerai prioritaire » pour la sécurité des États-Unis. On peut donc comprendre que l'est de la RDC et en particulier le Nord-Kivu et le Sud-Kivu, où sévit actuellement la guerre de Kagame et son M23, est un réservoir de matière première stratégique de première importance.

Géostratégiques : *Comment briser la chaîne d'approvisionnement d'entreprises occidentales en minerais sensibles (coltan, platine, titane, cassitérite, or, etc.) via le Rwanda et l'Ouganda ?*

Charles Onana : Ce n'est pas simple car une sorte de mafia internationale des minerais s'est implantée autour de ces deux pays et surtout autour du Rwanda. On s'aperçoit parallèlement que le régime rwandais est curieusement devenu un fidèle allié de l'Union Européenne mais aussi un « allié stratégique de la France » d'après

la formule utilisée par Nicolas Sarkozy. L'importance considérable accordée à ce petit pays pauvre enclavé vient non pas de sa diplomatie pour le moins invisible ni même de ses ressources naturelles quasi inexistantes mais de la position et du profit qu'il tire de l'exploitation illégale du coltan, du cobalt, du diamant, de l'or, de la cassitérite ou zinc de la RDC. Kigali est devenue en quelques années l'épicentre du recel des minerais congolais ou le comptoir incontournable des acquéreurs légaux et illégaux de tous les minerais stratégiques de la RDC. D'ailleurs Kagame a publiquement admis que tous ces minerais ne font que « transiter » par le Rwanda pour une destination finale qui est l'Occident... Ainsi, pour briser la chaîne d'approvisionnement, il faudrait que l'Union Européenne sanctionne le Rwanda et impose une sorte de traçabilité des matières en provenance de cette région, ce qui est loin d'être le cas. Il faudrait aussi que le Conseil de Sécurité de l'ONU, dont les experts ont déjà publié plus d'une dizaine de rapports sur le pillage des ressources naturelles de la RDC, adopte des résolutions contre le régime rwandais. Pour le moment rien ne va dans ce sens.

Géostratégiques : *Vous décrivez la situation depuis des années, vous alertez la communauté internationale par vos nombreuses interventions : comment expliquez-vous le silence assourdissant des médias sur cette guerre mondiale africaine ?*

Charles Onana : Dès 1994, les médias ont pris fait et cause pour Kagame et la milice qu'il dirigeait. Il a été couvert d'éloges en tant que protégé de Washington et de Londres. Qui peut oser dire du mal de celui qui est identifié clairement comme l'allié des États-Unis ou de la Grande Bretagne ? C'est un peu comme s'attaquer au général Augusto Pinochet dans les années 1980. Qui vous aurait écouté ? Il faut tout de même savoir que le procureur du Tribunal Pénal International pour le Rwanda (TPIR), Carla del Ponte a perdu son poste pour avoir osé lancer des poursuites contre des éléments de la rébellion tutsi que dirigeait Paul Kagame. Elle m'avait confié dans son bureau à La Haye qu'elle avait rassemblé des preuves accablantes sur ces individus dans le cadre des enquêtes spéciales qu'elle menait. Kagame lui a d'abord dit, sans sourciller, qu'elle n'était pas venue au TPIR pour enquêter sur les Tutsis. Ensuite, les officiels américains ont invité madame Del Ponte à Washington pour la congédier. Voilà comment a été traitée le procureur du TPIR quand, après avoir enquêté et fait condamner des Hutus pour génocide, elle a décidé d'appliquer strictement son mandat et de poursuivre les miliciens tutsis qui s'étaient également rendus coupables de crimes de guerre ou de crimes contre l'Humanité. Tout se passe comme si Kagame, ses miliciens et son régime étaient au-dessus des lois internationales, et qu'ils le demeurent.

Il est important de souligner qu'il a aussi réussi à distiller la peur chez les journalistes car il n'hésite pas à faire assassiner ses opposants, y compris à l'étranger. Personne n'ose donc plus prendre le risque de s'attaquer à lui.

Géostratégiques : *La question de l'intégrité territoriale et de l'inviolabilité des frontières est centrale dans le Droit international public défendu à l'ONU ; pourquoi la RDC fait-elle figure d'exception ?*

Charles Onana : Vous posez là une question essentielle qui devrait révolter n'importe quel juriste exigeant. Le principe sacré de l'*Uti possidetis juris* consacré en droit international est bafoué allègrement en RDC par les troupes et les miliciens rwandais. Tout le monde se souvient que l'invasion et l'occupation du Koweït par l'Irak de Saddam Hussein avaient provoqué l'indignation générale et qu'en réaction, l'opération « Tempête du désert », lancée par les États-Unis, contre l'Irak pour obliger les troupes de Saddam Hussein à quitter le Koweït. Plus récemment, on a assisté à une mobilisation spectaculaire contre la Russie parce qu'elle avait envahi le territoire de l'Ukraine ; et l'on observe que cette mobilisation continue tant que l'armée russe ne réintègre pas ses frontières. Je me pose aussi la question de savoir pourquoi la RDC ne suscite pas la même indignation et pourquoi cette cause ne mobilise pratiquement personne alors qu'à ce jour les victimes civiles se comptent en millions. Cette situation ne s'explique que par les liens que Kagame et son régime entretiennent avec Washington et Londres, deux pays membres du Conseil de sécurité de l'ONU. Il faut également croire que le sort des Congolais a moins de valeur que le sort d'autres populations.

Géostratégiques : *Pourriez-vous nous expliquer comment le régime rwandais de Kagame a réussi à neutraliser la présence de la France dans la région par la culpabilisation permanente ?*

Charles Onana : Tout d'abord, les dirigeants français ont, dès le début, minimisé les accusations de Kagame, croyant qu'elles allaient s'éteindre avec le temps. C'était une erreur ! Elles ne se sont jamais éteintes. Mieux, Kagame, sur les recommandations de certains lobbyistes américains et britanniques, les a amplifiées en les faisant relayer en France par des journalistes et des chercheurs serviles et peu scrupuleux. Cette opération a fonctionné et continue de fonctionner avec beaucoup de succès. Ensuite, les dirigeants français de gauche comme de droite ont cru que c'était une affaire qui concernait seulement le président François Mitterrand. Ceux qui n'appréciaient pas ce dernier étaient plutôt satisfaits de voir sa mémoire jetée en pâture. Ils n'hésitaient pas ramener cette campagne contre l'ancien président

socialiste aux querelles de politique intérieure entre la gauche et la droite. En réalité, ces accusations visant la France n'ont jamais été circonscrites à la seule personnalité de François Mitterrand. Les conseillers de Kagame ont compris que les dirigeants français étaient divisés et fébriles sur ce dossier qui relève davantage de la politique étrangère voire de la géopolitique que de la politique intérieure. Ils ont finalement poussé Kagame à marteler ses mensonges contre la France et le stratagème a fonctionné à merveille. Résultat : les présidents Sarkozy et Macron ont conforté Kagame dans sa campagne antifrançaise, anéantissant par la même occasion la position de distance et de réserve adoptée avant eux par les présidents Chirac et Hollande. La mise en scène grotesque du rapport Duclert commandé par le président Macron pour montrer de prétendues « responsabilités de la France » a simplement permis à cet historien peu rigoureux d'écrire son premier ouvrage de propagande en faveur de Kigali et du dictateur rwandais. J'ai personnellement examiné les archives de l'Élysée qui ont servi à la publication de ce rapport Duclert, dont, le moins que l'on puisse dire, est qu'il ne reflète pas le contenu réel et objectif des archives de la présidence de la République française entre 1990 et 1994.

Géostratégiques : *Comment assistons-nous à une falsification de l'histoire de la RdC par les Banyamulenge ?*

Charles Onana : La RDC subit la double peine. D'abord parce que certaines organisations humanitaires ont fait croire que le Congo était une victime collatérale du génocide rwandais, ce qui est complètement faux. Ensuite, parce qu'en 1996, on a fait croire aux Congolais que la rébellion que Kagame et ses alliés à Washington préparaient était un appui à la revendication des droits des Banyamulenge ou Tutsis congolais. Les deux histoires sont effectivement de « fausses informations » ou comme on le dit maintenant des « *fake news* ». Quant aux Banyamulenge ayant décidé de faire alliance avec le régime rwandais plutôt qu'à leur patrie congolaise, ils servent simplement de cheval de Troie à Kagame pour déstabiliser la RDC de l'intérieur.

En examinant leur histoire sur le plan sociologique et linguistique, j'ai observé qu'une commission de parlementaires congolais avait enquêté rigoureusement sur cette communauté et ses droits, elle a constaté qu'ils n'avaient pas d'ascendants au Congo malgré leurs assertions sur de prétendus ancêtres qui y seraient depuis le ^{xiv}^e siècle. Ensuite, ils ont prétendu être victimes de discrimination diverses alors que plusieurs d'entre eux occupent depuis les années 1960 des postes élevés dans la haute administration et même au sein du gouvernement et de l'armée. Enfin, certains d'entre eux massacrent des Congolais et se réfugient au Rwanda. Par conséquent, les parlementaires congolais ont non seulement déploré le manque

de loyauté des Banyamulenge envers le Congo qui les a accueillis en tant que réfugiés rwandais dans les années 1960 mais ils ont également dénoncé la falsification dont certains Banyamulenge faisaient preuve au sujet de leur histoire en RDC. Plusieurs témoignages concordants soulignent aussi qu'en 1997, lorsque les troupes de Kagame sont entrées en RDC avec les Banyamulenge, leur premier objectif a été de détruire les archives de la présidence de la République et du Parlement. Était-ce pour effacer des traces de leur histoire véritable en RDC ou agissaient-ils par pur vandalisme ?

Géostratégiques : *Quels sont les alliés du peuple congolais aujourd'hui ?*

Charles Onana : En réalité, la RDC n'a pas véritablement d'alliés. Beaucoup de Congolais travaillent contre leur propre pays et ne souhaitent pas qu'on le dise. C'est un véritable cauchemar pour les patriotes que je rencontre à de nombreuses occasions. La RDC est un éléphant aux pieds d'argile et certains se comportent comme si l'éléphant était déjà mort et qu'il fallait se préparer à le dépecer avant de l'enterrer. Les Congolais ont vraiment besoin de tisser un réseau de résistants sur l'ensemble de leur territoire national comme les Français après 1940, s'ils veulent avoir de vrais alliés. Leur cause est juste mais cela ne suffit pas. Ils doivent se battre pour se libérer de la domination rwandaise et de l'humiliation qu'ils subissent depuis plus de deux décennies. Certains acteurs politiques, économiques et financiers, voire mafieux, ont tout intérêt à leur arracher leur pays et ses minerais, et à tenir indéfiniment la population congolaise à l'écart des bénéfices qui devraient légitimement lui revenir. Les Congolais sont donc les seuls à pouvoir faire échec à ce projet.

Géostratégiques : *Quels sont les projets de partenariats fiables pour le développement de la RDC avec des puissances régionales et mondiales ?*

Charles Onana : Il y a des partenaires de circonstance et des partenaires stratégiques. C'est aux Congolais de les identifier et de s'organiser pour bouter les milices et les troupes du régime de Kagame hors de leur pays au risque d'en perdre peu à peu l'ensemble des commandes.

Géostratégiques : *Quelle forme prendrait-elle la sortie de crise la plus favorable au peuple et à l'État congolais ?*

Charles Onana : La sortie de crise la plus adaptée à la situation actuelle, c'est-à-dire la plus conforme à l'ampleur de la menace et au risque d'implosion ou de balkanisation du pays, c'est dans l'imagination qu'il faut aller la chercher, certainement pas dans les discussions et les pseudo négociations que les prétendus partenaires

ou « amis » du Congo conseillent à ses dirigeants. Ces derniers ont déjà signé des dizaines d'accords avec le régime rwandais et les groupes rebelles sans résultats. Ils devraient donc chercher dans une autre direction. Kagame s'en tient à une stratégie déjà éprouvée. Entre 1992 et 1993, lorsque sa milice négociait ou prétendait négocier les accords de paix d'Arusha parrainés par la France, Kagame renforçait les positions des rebelles sur le terrain. Les Hutus ne comprenaient pas cette ruse et poursuivaient néanmoins les négociations, sous la pression de la communauté internationale ; ils étaient en réalité les seuls à se soumettre aux impératifs de désarmement de la mission de l'ONU sur place et à se prêter aux opérations de contrôle. Régulièrement, les rebelles tutsis de leur côté rompaient le cessez-le feu et attaquaient leurs adversaires de l'armée hutu ; ils faisaient également acheminer de l'armement lourd à Kigali dans la zone que le régime leur avait octroyée, toujours sous la pression de la communauté internationale. Quand la guerre a éclaté pour de bon suite à l'assassinat du président Habyarimana, les deux camps se sont retrouvés dans une situation de déséquilibre militaire très favorable au FPR de Kagame. Ce fut le résultat de la stratégie du « *talk and fight* » (discuter et guerroyer). Quand les Hutus ont compris ce qu'il se passait, c'était donc trop tard. Kagame et sa milice étaient parvenus à faire tuer le chef de l'État en exercice du Rwanda, ils ont immédiatement lancé l'offensive sur la capitale et ont pris le pouvoir à Kigali. Ce scénario ne semble pas très différent de ce qu'ils font en RDC. J'aimerais bien me tromper. ■